

Processus d'émergence d'une « jeunesse android » et construction d'une nouvelle figure entrepreneuriale à l'ère de l'économie numérique au Cameroun : le téléchargeur des productions culturelles à Yaoundé

Process of emergence of an “android youth” and construction of a new entrepreneurial figure in the era of the digital economy in Cameroon: the *downloader* of cultural productions in Yaounde

Merlin Ottou

Numéro 81, 2018

Emploi, travail et compétences à l'épreuve du numérique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056306ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056306ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ottou, M. (2018). Processus d'émergence d'une « jeunesse android » et construction d'une nouvelle figure entrepreneuriale à l'ère de l'économie numérique au Cameroun : le téléchargeur des productions culturelles à Yaoundé. *Lien social et Politiques*, (81), 102–120.
<https://doi.org/10.7202/1056306ar>

Résumé de l'article

À l'heure de la globalisation de l'économie numérique, la démocratisation des usages sociaux des outils technonumériques par les populations favorise l'émergence d'une nouvelle filière de prestations dans le secteur informel au Cameroun. Cet article se propose d'analyser de quelle manière des jeunes, confrontés à la précarisation croissante de leurs conditions de vie, convertissent leurs compétences numériques en exerçant l'activité de « téléchargeur » des productions culturelles en milieu urbain. L'étude repose sur une enquête ethnographique, combinant des entretiens et une observation participante. Elle montre que les jeunes, dans leur dynamique d'auto-prise en charge au quotidien, mobilisent leur imagination et leurs capacités entrepreneuriales. Espace d'opportunités économiques, la ville laisse entrevoir de quelle manière l'appropriation de la culture numérique par les téléchargeurs structure les rapports sociaux de genre, contribuant à la production d'une identité masculine dans l'espace public. En investissant la rue, ces jeunes entretiennent, entre eux, des interactions socialement hiérarchisées, tandis que leurs relations avec les agents de la brigade municipale chargés de la régulation de l'occupation de l'espace urbain sont travaillées par des enjeux de pouvoir et des pratiques de corruption ; lesquelles structurent en partie le fonctionnement de l'État postcolonial.

Processus d'émergence d'une « jeunesse android » et construction d'une nouvelle figure entrepreneuriale à l'ère de l'économie numérique au Cameroun : le téléchargeur des productions culturelles à Yaoundé¹

MERLIN OTTOU

Doctorant – Centre de Recherche et de Formation Doctorale
Sciences Humaines Sociales et Éducatives
Université de Yaoundé

À l'occasion de la Conférence internationale « Investir au Cameroun, terre d'attractivités » organisée les 16 et 18 mai 2016 à Yaoundé, la ministre des Postes et Télécommunications préside, au Musée national, une foire-exposition baptisée « le village numérique ». Cette manifestation se tient après la Fête nationale de la jeunesse, au cours de laquelle le chef de l'État exhorte, dans son discours, ses ministres à s'arrimer à la civilité numérique. Pendant trois jours, de nombreux jeunes exposent leur savoir-faire dans la création des start-up, des annuaires numériques et des plateformes électroniques permettant entre autres le suivi des femmes enceintes (GiftedMom) et la vente des produits agricoles (Farmtech). D'après la ministre, l'objectif majeur de cette manifestation est de promouvoir un creuset potentiel d'emplois, dans un contexte où la « numérisation des biens et des choses » (Mbembe, 2016 : 78) transforme progressivement les modes de vie des populations.

De fait, la démocratisation des usages des biens numériques par des individus aux statuts économiques hétéroclites engendre un nouveau marché, investi par les multinationales de la téléphonie mobile (Atenga, 2010). Aussi, dans les rues, on observe au quotidien de jeunes gens assis face à un ordinateur connecté à un baffle diffusant des sonorités musicales. Ils proposent sur une plaque de fortune portant l'inscription « faites vos téléchargements ici » des

prestations numériques (comme de la musique, des jeux vidéo, des films, des clips audiovisuels et diverses applications digitales) aux usagers des téléphones mobiles, des tablettes numériques et des ordinateurs portables. Si le discours dominant appréhende les usages sociaux des technologies par les jeunes sous couvert de la dépendance, cette lecture de l'usage pathologique des technologies par les jeunes est nuancée par la trajectoire entrepreneuriale de ceux qu'on nomme les « téléchargeurs ». L'activité de ces derniers met en regard des « forces sociales émergentes » (De Boeck et Honwana, 2000), productrices de dynamiques sociales, économiques et culturelles.

En dépassant les initiatives mises en œuvre par l'État dans un marché du travail offrant peu de débouchés (Njike Njikam *et al.*, 2005), certains jeunes² convertissent leurs compétences en matière d'utilisation des technologies en créant des activités économiques dans le secteur informel afin de négocier leurs besoins et de pourvoir à leurs attentes sociales. Cet article propose d'étudier cette nouvelle forme d'engagement entrepreneurial et entend analyser les logiques complexes qui structurent l'appropriation de l'espace urbain par les téléchargeurs, mais aussi les enjeux de pouvoir et les formes d'arrangement qui nourrissent leurs interactions avec les agents de la brigade municipale chargés de la mise en ordre de l'espace public.

Après la présentation de la méthodologie sur laquelle s'adosse cette réflexion, nous analyserons la manière dont la démocratisation de l'acquisition des outils numériques véhicule des représentations sociales qui nourrissent les interactions dans le monde social des jeunes générations. L'on interrogera, en troisième lieu, les ressorts de la masculinisation de cette nouvelle figure entrepreneuriale qui s'enracine dans le paysage urbain. Nous aborderons, enfin, les rapports qui se jouent entre les téléchargeurs et les agents de la brigade municipale dans un contexte où l'espace public constitue un enjeu de gouvernance pour les dirigeants de l'État postcolonial.

1. Géographie de l'étude et méthode de collecte des données

Le matériau que nous exploitons a été recueilli à partir d'une enquête socio-anthropologique (De Sardan, 1995) menée dans les artères urbaines de Yaoundé, principalement à l'Avenue Kennedy³, un lieu mitoyen du centre-ville. Deux raisons motivent notre intérêt pour cet espace urbain. D'une part, ce site constitue en quelque sorte une « Silicon Valley ». Des magasins

achalandés en biens numériques y côtoient les comptoirs des jeunes délivrant des prestations digitales dans le secteur informel. D'autre part, l'Avenue Kennedy apparaît comme une « zone interstitielle » où l'occupation des trottoirs par les jeunes en stratégie de survie suggère une désorganisation sociale. Les téléchargeurs apparaissent ainsi comme des acteurs marginaux dont les interactions avec les agents de la brigade municipale chargés de la mise en ordre du territoire urbain sont travaillées par des logiques complexes. La collecte des données repose sur une démarche ethnographique (Beaud et Weber, 2003), combinant des entretiens semi-directifs avec des acteurs sociaux, et l'observation des pratiques sociales et des rapports sociaux. Cette technique de recueil des informations permet de saisir les trajectoires biographiques, les motivations, ainsi que les représentations sociales que les acteurs sociaux produisent sur leur activité. Les données ont été recueillies auprès d'une population de 35 personnes, constituée entre autres de jeunes téléchargeurs et de clients aux statuts socioéconomiques diversifiés. Au regard du profil anthropologique des individus interrogés, la catégorie sociale la plus représentée est celle dont l'âge oscille entre 20-24 ans. Elle est suivie par celle des 25-29 ans et, enfin, par celle des 35 ans.

Pour saisir les pratiques des téléchargeurs, nous mobilisons la sociologie des logiques d'action, articulée sur l'expérience sociale. Cette approche théorique analyse « l'expérience comme une combinaison de logiques d'action, [liant] l'acteur à chacune des dimensions d'un système » (Dubet, 1994 : 105). Elle permet d'appréhender les « raisons d'agir » plurielles qui nourrissent les conduites et les pratiques des téléchargeurs au quotidien. Indiquons que les notions de « jeunes » et de « jeunesse », mobilisées dans cette étude, « ne [sont] pas fondées sur de simples critères biologiques ; elles doivent plutôt englober des variables sociales et culturelles ». Pour autant, il ne s'agit pas d'entités sociales homogènes, mais « des agents sociaux à leur présence propre » (De Boeck et Honwana, 2000 : 5-6).

2. « Je suis connecté, donc je suis android ! »

Les usages des biens technologiques par les populations font désormais partie de la culture matérielle (Kernen et Mohammed, 2014). En prenant comme site d'observation le monde social des étudiants (Ottou, 2016), nous analysons, à partir de trois éléments significatifs, la manière dont l'appropriation de la culture numérique par les jeunes s'accompagne de la sédimentation de nouvelles pratiques socioculturelles, porteuses d'un imaginaire social.

D'abord, la démocratisation des usages du téléphone mobile crée des formes novatrices de communication à travers lesquelles les jeunes énoncent leur être au monde social. Les échanges médiatisés à partir des messages « SMS » en sont une illustration significative. Ce langage hybride, combinant des chiffres et des expressions codées en anglais et en français, constitue un support d'interaction actualisant l'usage du *camfranglais*, une parlure, que les jeunes emploient dans le cadre de leurs conversations au quotidien (Zoa, 1999). Ils inventent ainsi, en marge de l'hégémonie culturelle de l'Occident, un nouveau lexique qui s'enracine dans les pratiques langagières locales. C'est ce que suggère Jovial : « avec les camarades, j'utilise les SMS. Il y a un langage courant, l'argot, l'anglais mélangé avec le français. Donc, avec les amis, j'abrège ». Lui emboîtant le pas, Simon déclare : « avec les amis, on s'envoie des SMS avec des abréviations dans un langage jeune, juste pour se faire quelques intrigues parce qu'on sait déchiffrer cette manière d'écrire ». Ce registre discursif intragénérationnel nous renseigne sur la dynamique de construction d'une identité socionumérique en ce sens qu'il « ouvre plusieurs compétences sociales, graphiques et textuelles dont ils [les jeunes] se servent au quotidien » (Amri et Vacaflor, 2010 : 12).

En second lieu, les jeunes développent de nouvelles formes d'expression à travers lesquelles ils rendent compte de la temporalité sociale qui structure leur subjectivité, leurs activités socioculturelles et leurs interactions au quotidien. En se mettant à l'écoute des étudiants, cette sémiologie prend corps à travers des énonciations telles que : « gars, tu es optioné ! », « génération tête baissée », « la go android⁴ », « whasappé », « facebooké », ou encore « passer la nuit à la charge » pour métaphoriser une relation sexuelle. Les jeunes manifestent ainsi leur créativité en imposant dans le répertoire lexical des néologismes dont certains trouvent un écho favorable dans la parole présidentielle. Dans les causeries, il n'est pas rare d'entendre un adulte tenir des propos de ce genre : « les petites filles android ! mama, elles ne donnent pas le lait⁵ ! » en s'offusquant du comportement « obscène » affiché par un jeune. Si ces expressions véhiculent une vision sociale, elles aident à comprendre pourquoi celui qui n'a pas une *humanité digitale* est considéré par les membres de son réseau relationnel comme un individu en déphasage avec le « temps du monde » (Diouf et Collignon, 2001). L'usage de cette prothèse corporelle s'impose alors comme une pratique sociale normalisée, au point où la possession d'un iPhone ou d'un téléphone intelligent figure, pour certains jeunes, un signe d'inscription à la modernité de la société occidentale. C'est ce que suggèrent les explications de Charles, 22 ans :

L'étudiant aujourd'hui veut s'arrimer à la mode, il ne veut pas être loin de la technologie. Ça fait que, dès qu'il y a tel téléphone optionné qui sort, l'étudiant directement veut s'en acquérir. Le téléphone aujourd'hui, je vois ça dans le contexte de la mondialisation, où l'étudiant ne veut pas se sentir en arrière par rapport à l'Occident qui développe ces outils technologiques. Donc, il faut s'accaparer d'un certain nombre de choses dont il fait usage. Il faut donc avoir un téléphone beaucoup plus optionné pour s'identifier à Jazzy, Shakira, à toutes ces vedettes. L'étudiant a un regard tourné vers ces modèles, pour peut-être combler un peu le statut de pauvre africain, de pauvre étudiant. On veut s'arrimer à ces étudiants d'Europe, des États-Unis qui n'utilisent plus trop le bic, qui sont beaucoup plus mobiles, en train de faire les recherches dans leurs téléphones mobiles (*sic*).

Ce portrait d'un étudiant à la *peau noire et au masque blanc*⁶ révèle la volonté de cette entité sociale à se connecter à la mondialisation technologique, et renseigne sur l'extraversion culturelle qui travaille la jeunesse camerounaise. Confrontée à la précarité, elle tente d'extérioriser des besoins matériels en s'équipant de biens numériques. Ainsi, avoir un téléphone intelligent, ou un Samsung Galaxy, participe d'un travail d'identification au style de vie mirifique des vedettes (footballeurs, artistes, etc.), identification nourrie par les images diffusées dans les médias (Trace TV, MTV, beIN SPORTS). En troisième lieu, le partage des vidéos et des *selfies*, postés sur Facebook ou sur WhatsApp, matérialise également la connectivité numérique des jeunes. De fait, l'usage du téléphone mobile par ces acteurs sociaux dans la rue, à bord d'une moto ou d'un taxi autorise des échanges en abolissant la liminarité entre la sphère privée et l'espace public. Ce faisant, il donne lieu à l'érection d'une *hydre communicationnelle*. Ainsi, les photos et vidéogrammes que les jeunes partagent dans la communauté virtuelle leur permettent de maintenir une « présence connectée » (Licoppe, 2004) dans la mesure où ils nourrissent leurs conversations *online* et *offline* au quotidien (Shiram Venkatrama, 2017). Les propos de Fabiola, 22 ans, illustrent de façon édifiante de quelle manière le « message photographique » (Barthes, 1961) charrie des émotions et a une valeur ludique dans les réseaux de sociabilité : « les photos je les fais avec mes amis. Je peux filmer ou d'autres personnes peuvent nous filmer ; et puis on s'amuse à voir si on est bien filmé, si on est bien cadré ». C'est dans ce contexte de sédimentation des pratiques numériques qu'émerge la figure du téléchargeur dans l'espace urbain.

3. « Il y a des métiers pour femme, il y a des métiers pour homme »

En observant le profil anthropologique des téléchargeurs à l'Avenue Kennedy, le constat qui se dégage est que cette activité n'est pas pratiquée par les femmes. Quand bien même on trouve ces dernières près d'un comptoir de *téléchargement*, elles occupent le statut de cliente en quête d'une prestation. En échangeant avec certains téléchargeurs, il ressort de cela que le caractère masculin de cette profession trouve une clé de compréhension dans deux éléments majeurs. D'une part, il s'explique par les tracasseries policières liées à la stigmatisation dont l'Avenue Kennedy fait l'objet. D'après Élouidou, 25 ans : « c'est un endroit où on dit que tout le monde est bandit ». À cause de cette mauvaise réputation, les interactions entre les individus qui s'y croisent se déroulent dans un climat de suspicion. Continuant son analyse, Élouidou explique que la fragilité physique des femmes ne leur permet pas de travailler dans ces conditions de tensions dans la mesure où il faut constamment être prêt à gérer des problèmes, et à courir pour échapper aux agents de la brigade municipale et aux forces de maintien de l'ordre. Insistant sur les arrestations permanentes auxquelles les téléchargeurs sont exposés, Élouidou se souvient d'un raid de la police : « il y a six mois, il y a eu rafle. On ramassait tout le monde, même les passants. On nous a mis au commissariat central là-bas ». Confronté à cette violence physique et psychologique, notre interlocuteur soutient que son métier est réservé à « l'homme au grand courage ». Selon lui, le fait de travailler dans cette adversité, c'est « être un don man ». Dans la sémiologie des jeunes, cette catégorie émiqque métaphorise des qualités de résilience qui, dans l'économie symbolique, sont des signes de la virilité. Au-delà de l'affirmation de l'identité masculine, le travail des téléchargeurs éclaire ainsi les disparités de genre inhérentes aux nouvelles dynamiques entrepreneuriales chez les jeunes en milieu urbain.

D'autre part, l'invisibilité sociale de la gent féminine s'explique par la détention de la compétence numérique. Celle-ci renvoie à l'ensemble des savoir-faire dont un usager doit être nanti afin d'utiliser les fonctionnalités qu'offrent les outils numériques (Jouët, 1993). Si la « jeunesse androisée⁷ » est férue des technologies, l'enquête ethnographique indique que les jeunes filles ont une connaissance plus limitée du langage informatique que les garçons, connaissance pourtant nécessaire pour entreprendre l'activité de téléchargeur, comme l'explique Élouidou : « à la base, il faut d'abord avoir l'informatique dans la tête. Il faut être capable de télécharger certains logiciels, connaître les

sites adéquats de téléchargement des films». Si les connaissances acquises à l'école et les premiers bricolages réalisés en dépannant les appareils de ses amis ont été bénéfiques à notre interlocuteur, les entretiens avec d'autres jeunes indiquent que cette activité s'apprend au quotidien, auprès d'un frère ou d'un ami qui a déjà acquis de l'expérience. Le propos de Boris, âgé de 22 ans, est à cet effet édifiant : « on n'apprend pas ce métier, j'ai appris à manipuler la machine seul, et le fait que je côtoyais aussi trop les gens qui connaissent dans ça, je voyais et je copiais aussi ce qu'ils faisaient (*sic*) ». Comme avec l'émergence du rap (Awondo et Manga, 2016), les relations sociales jouent un rôle important dans l'appropriation des innovations technologiques par les jeunes. En donnant la parole à des acteurs féminins, on se rend compte qu'elles ont des capacités techniques et cognitives qui leur permettent de communiquer par « SMS », de publier des photos et des vidéos sur WhatsApp et Facebook, ou encore d'effectuer des transferts de fichiers à partir de leurs téléphones portables. Néanmoins, cette dextérité occulte une faible connaissance de certaines fonctionnalités de leurs appareils. Pendant notre entretien, Bellone, 27 ans, confesse ne pas maîtriser les modalités de paramétrage de son mobile : « au niveau du multimédia, il y a un service, je ne sais pas à quoi ça sert et je ne connais même pas comment l'utiliser, c'est trop compliqué le paramétrage ». De son côté, Pascaline, 23 ans, fait le choix de ne pas utiliser les services dont elle n'a pas une large connaissance : « Il y a des termes techniques que je ne comprends pas. C'est pour ça que l'option que je ne comprends pas, je ne prends pas de risques ». Il ressort de l'économie des échanges que ce qui marque la culture numérique des jeunes femmes n'est pas tant la maîtrise technique des outils que la connaissance des pratiques ludiques et des formats de communication qu'elles utilisent au quotidien. Pour installer les applications digitales dont elles ont besoin sur leur téléphone, elles s'en remettent alors à l'expertise d'un téléchargeur. Si les prestations sont payantes, les discussions avec ces « experts » révèlent que ces derniers sont de véritables vedettes auprès des jeunes filles dans les quartiers populaires. En devisant avec Rodrigue, 24 ans, sur le profil de sa clientèle, il explique, parlant des femmes :

Elle s'intéresse à toi parce que tu fais dans ça. De temps en temps, elle va venir te voir, elle te dit, je n'ai pas tel *son* ; et comme on s'y connaît aussi dans le paramétrage des Android, télécharger des applications telles que Facebook, Imo, Twitter. Ce qui fait que elles sont collantes envers nous. Bon ça va donc dépendre de la petite qui vient vers moi. Si c'est une petite que j'ai les idées d'appuyer [faire l'amour], bon on va faire ça comme ça, pour arranger aussi ma place.

La compétence technologique constitue ainsi une ressource dont se servent certains téléchargeurs afin de négocier des faveurs sexuelles auprès de la gent féminine. De fait, pour saisir la signification profonde des catégories émiques comme « si c'est une petite que j'ai les idées de l'appuyer » ou encore « arranger aussi ma place » qu'utilise Rodrigue, il faut mettre en dialogue les rapports sociaux de genre et la sexualité. L'on entrevoit ainsi la volonté d'affirmation de l'autorité masculine. Par ailleurs, ces explications renseignent sur le statut de la femme dans le Cameroun contemporain. En se mettant à l'écoute des musiques d'ambiance diffusées dans les bars et dans les snack-bars, l'on constate que la femme est régulièrement appréhendée à travers le vocabulaire de la *violence*. Si l'expression « appuyer » suggère l'action d'exercer une pression sur un objet dans l'univers social des jeunes, il enrichit aussi les manières de dire la sexualité ; manières qui échappent à l'intelligence des aînés sociaux. Dans le lexique des jeunes, « appuyer une go » métaphorise l'acte d'« avoir une relation sexuelle avec une fille ». Pris ainsi, le rapport sexuel figure une *bataille ritualisée* au cours de laquelle la femme est étreinte à l'aide de techniques corporelles déployées par son partenaire afin de la dompter, ou plus justement afin d'affirmer sa masculinité hégémonique. Pour l'anthropologue Akana, cette prégnance de la soumission des femmes dans le répertoire discursif des jeunes, sourd d'un « éthos [...] travaillé par des années d'autoritarisme et de dévaluation morale » (2017 : 273).

4. Quand les téléchargeurs s'approprient l'espace urbain

Les téléchargeurs marquent leur présence dans la ville à travers les rythmes musicaux globalisés qu'ils diffusent à longueur de journée. En échangeant avec eux, l'on constate que leur appropriation de l'espace urbain repose sur des logiques sociales et économiques. S'agissant de la première modalité, Richard, 25 ans, nous explique que l'acquisition d'un emplacement à l'Avenue Kennedy est régie par la « loi du premier occupant ». De fait, les jeunes qui s'y débrouillent, en établissant de petits comptoirs en bois le long des devantures des immeubles ou en étalant des nattes sur les trottoirs, ne s'acquittent pas de l'impôt auprès de la municipalité. Ce qui est en jeu dans cet univers social c'est la *tolérance administrative*, instituée tacitement par les autorités comme un levier de gestion de la précarité économique des jeunes. D'après Richard, cette « loi du premier occupant » renvoie au fait, pour un individu, d'occuper un coin libre en y installant son comptoir, de manière à ce que les autres

attestent qu'il en est le « premier occupant ». L'observation de la disposition des comptoirs montre d'ailleurs que chaque propriétaire a une petite table sur laquelle il pose ses outils de travail (ordinateur, clé USB, câbles) et un banc pour accueillir ses clients. En demandant à notre enquêté la manière dont il s'est installé à l'Avenue Kennedy, il explique :

Quand j'ai perdu ma maman qui était tout pour moi, c'est à dire papa et maman ; on ne pouvait plus continuer les études. Un grand-frère m'a dit « gars, il est déjà temps que tu entres dans la vie active ». Moi je suis à l'Avenue Kennedy, tu peux venir t'asseoir à côté de moi, même si tu as 2 000 francs CFA, c'est mieux que rien. On a fait pratiquement six mois ensemble. Lui, il a eu un peu plus de sous, il est parti au marché central, il a fait une boutique. Les places ici c'est une affaire de relations, c'est une affaire de premier occupant. Celui qui a cette place, il a cette place depuis 17 ans, ça veut dire que même comme je suis assis là, s'il est bloqué là-bas, il va me dire « gars, c'est mauvais, je dois récupérer ma place ». Même s'il part à Douala, en Libye et il revient, et il te dit « gars quitte ma place », tu dois quitter parce que les anciens vont te dire « gars, c'est sa place ».

Ce récit indique deux choses. D'une part, le séjour prolongé des jeunes dans des activités informelles suggère l'idée d'une *carrière professionnelle*, bien qu'ils considèrent ces activités comme des emplois provisoires en attendant de thésauriser suffisamment afin d'investir dans une activité plus structurée. Cette longévité des « premiers occupants » rejoue ainsi la stabilité hégémonique des dirigeants africains (Daloz, 1999). En ce sens, on peut dire que Richard a subi auprès de son « grand-frère » un rite de passage au cours duquel il a été socialisé à l'esprit de bravoure qui structure le quotidien des jeunes à l'Avenue Kennedy. Cette initiation aux ficelles du métier révèle le poids des relations sociales dans la dynamique d'occupation de l'espace urbain, et informe plus largement des logiques de tutorat à l'œuvre dans les rapports entre les élites bureaucratiques-politiques et leurs filleuls politiques dans un contexte de rivalités pour la promotion à des positions de pouvoir et d'accumulation économique au sein de l'État. Par ailleurs, les explications de Richard éclairent la hiérarchisation sociale qui innervé les interactions entre les jeunes dans le secteur informel. Sur ce point, l'observation ethnographique donne des informations sur la lutte pour la respectabilité entre les « premiers occupants » et les « nouveaux venus », comme le donnent à voir ces paroles acrimonieuses d'un « ancien », s'offusquant de l'indocilité d'un cadet : « Petit frère, tu insultes ton "grand-frère, ton cul ?". Il faut qu'on te traite, qu'on te

fend (*sic*) la tête là. Tu es insolent, tu insultes celui qui t'a amené à l'Avenue Kennedy, qui t'a nourri ? Il faut qu'on te prenne en charge⁸. » Si ces récriminations rejouent la violence discursive qui travaille l'espace politico-médiatique, la terminologie « grand-frère » et « petit frère » actualise la « distinction dominatrice » (Zambo Belinga, 2003 : 573) qui nourrit les relations entre les aînés et les cadets sociaux dans la société camerounaise.

D'autre part, l'occupation de l'espace urbain repose sur une logique économique. En fait, la location des espaces en bordure des rues, par les communautés autochtones, est une pratique sociale instituée tacitement (Otye Elom, 2011). Étant à la recherche d'un lieu d'intense circulation des sujets publics, le téléchargeur, après avoir trouvé un emplacement libre, se rapproche du propriétaire pour négocier le prix du bail. En revanche, lorsqu'il ne travaille pas pour son compte personnel, il communique à son employeur les frais de la location du site et de l'électricité, afin que l'employeur s'en acquitte. Les réseaux de sociabilité jouent un rôle déterminant dans l'acquisition de l'emplacement et dans la négociation de la somme à verser au bailleur. Parfois, un téléchargeur peut solliciter de façon stratégique l'aide d'une personne qui bénéficie de l'oreille attentive du propriétaire afin qu'elle intercède en sa faveur. Les propos de Boris, 22 ans, résumés de manière édifiante les témoignages de nos enquêtés :

On choisit la place, tu ne peux pas installer n'importe où. Ce téléchargement nécessite d'abord l'affluence, l'embouteillage et un monde. Comme ici au carrefour Mvog-Mbi, il y a l'affluence. Pourtant, si vous descendez peut-être du côté de Coron, vous ne pouvez pas installer là-bas parce qu'il n'y a pas assez de gens, tu ne peux pas t'en sortir. Quand tu trouves une place idéale, tu cherches le propriétaire, vous vous entendez sur le prix. Tu payes la place chez le propriétaire, tu cherches maintenant là où tu vas prendre le courant, tu payes aussi le courant. Bon la négociation s'est passée d'abord avec le boss des appareils, celui chez qui je fais les versements, et le boss de la place. Je paye 5 000 francs CFA pour l'emplacement et 1 500 francs CFA pour l'électricité.

Ces explications mettent en lumière, en marge de la législation, le poids des normes pratiques mises en œuvre par les communautés locales dans l'exploitation du patrimoine foncier. Par ailleurs, elles révèlent un « contrôle inférieur de l'État » (Manga et Mbassi, 2017 : 93), pratiqué par ces populations qui s'arrogent le droit de prélever une taxe auprès des jeunes lorsque ces derniers occupent l'espace urbain à travers diverses activités économiques.

5. « Le métier ci est comme un kilo de riz »

Afin d'offrir des prestations alléchantes à leurs clients, les téléchargeurs s'efforcent d'avoir « une connaissance assez étendue des sites Internet qui offrent gratuitement des films, de la musique et des logiciels », comme l'explique Éloudou. Bien que les téléchargeurs possèdent cette expertise technologique, le constat qui se dégage des conversations est qu'il est difficile de connaître *a priori* la rémunération journalière. Les explications de Célestin, 28 ans, synthétisent les propos des téléchargeurs rencontrés :

Le métier ci est comme un kilo de riz. Aujourd'hui tu peux te retrouver à travailler peut-être 7 000 francs CFA, demain tu peux te retrouver à travailler 3 000 francs CFA, après demain tu peux te retrouver à travailler 10 000 francs CFA. C'est comme un kilo de riz, ça gonfle quand c'est bon, ça ne gonfle pas quand c'est fâché.

Se souvenant de l'époque où une chanson téléchargée coûtait 50 francs CFA et une vidéo 100 francs CFA, Belinga, 34 ans, renchérit : « le jour où c'est bon, j'ai peut-être mes 5 000, 10 000 ou 15 000 francs CFA, quand ce n'est pas bon on peut rentrer avec 500 francs ». Cette fluctuation des gains constitue un rameau de l'inquiétude manifestée par les parents d'Olivier, 22 ans, qui a suspendu ses études après l'obtention du probatoire, pour se consacrer à son activité. Lorsqu'on lui demande ce que ses parents pensent de son travail, il argumente : « ils me rappellent chaque temps que ce n'est pas une vie là-bas. Moi, je leur dis, je sais, le moment viendra, on va lancer les concours, je vais déposer mes dossiers ». Pour comprendre la crainte des parents de ce jeune, il faut prendre en compte le fait qu'ils travaillent dans l'administration publique. En cela, l'activité qu'exerce leur fils, parce qu'informelle, se démarque des trajectoires professionnelles qui garantissent une protection sociale pérenne. Conscient du fait que son métier lui permet juste de « gagner les 100 francs, 100 francs », Olivier leur promet qu'il postulera, le moment venu, à des concours, lesquels débouchent sur une intégration au sein de la bureaucratie étatique. Loin d'être une promesse superfétatoire, le projet d'Olivier est nourri par un imaginaire social qui structure la promotion sociale dans le Cameroun contemporain (Manga, 2012), et laisse entrevoir les visions antagonistes qui travaillent les relations entre les aînés et les cadets sociaux par rapport à leurs itinéraires professionnels.

En revanche, pour les jeunes qui ne vivent plus sous le toit familial comme Olivier, l'activité de téléchargeur leur permet de répondre à leurs

responsabilités sociales. C'est le cas de Belinga qui vit avec sa compagne, avec laquelle il a deux enfants. Dans un contexte culturel où l'homme est le principal pourvoyeur du ménage, le téléchargement de films, de logiciels, de vidéos et de musique lui permet d'affirmer son autorité masculine, grâce aux gains qu'il rapporte dans son foyer chaque jour : « si mes enfants sont partis à l'école cette année, c'est grâce à ce que je fais ici en route. Et de temps en temps, la grande sœur peut arriver, un cousin peut venir poser un problème de 2 000 francs CFA, je ne vois pas comment je peux lui refuser 2 000 francs CFA ». Le point de vue d'Oscar, célibataire, âgé de 25 ans, est également significatif : « ça m'aide à vivre, ça me permet de m'acheter des téléphones, de payer ma location. Ça me permet d'épargner mon argent. Ça me permet d'aider ma famille, vu que j'ai la charge entière de mon petit frère, c'est-à-dire : scolarité, chaussures. Je gère les cahiers. Les vacances, il est chez moi ». Ces témoignages indiquent deux choses. D'une part, l'on entrevoit une « jeunesse entreprenante » (Amougou, 2016) qui assume des responsabilités d'aîné social, nuancant ainsi le discours des gouvernants qui appréhendent les jeunes comme une entité sociale manipulable par les artisans des mobilisations protestataires. En évoquant la scolarité de sa progéniture, Belinga exalte sa capacité à répondre aux charges économiques qu'impose la conjugalité, dans un contexte où les jeunes s'engagent de plus en plus tard dans la vie conjugale à cause de l'allongement du temps des études et de l'accès tardif à l'emploi, notamment dans le secteur formel.

D'un autre côté, l'on observe que les téléchargeurs sont également enchâssés dans un réseau de redistribution sociale fondée sur des liens communautaires, en dépit de la modicité de leurs revenus. La prise en charge des cadets, ou encore les petits « dépannages » financiers à l'endroit des membres de la famille renseignent sur le poids des attentes collectives qui déteignent sur la manière dont les téléchargeurs administrent leurs ressources économiques. En cela, si l'hypothèse de l'épiphanie d'un « sujet-entrepreneur » évoluant en marge des structures étatiques (Amougou, 2017) est féconde dans le Cameroun contemporain, l'expérience vécue des téléchargeurs amène néanmoins à s'interroger sur ce que la prégnance de la sociabilité communautaire fait à l'engagement entrepreneurial. Par ailleurs, il arrive parfois qu'un jeune, qui n'a pas la possibilité de s'acheter le matériel de travail (l'ordinateur, l'amplificateur, les baffles) soit embauché par un propriétaire d'appareils qui devient son employeur. Dans ce cas, le contrat de travail (non écrit) entre le patron et son employé se construit sur la base de la confiance mutuelle. Après avoir fixé avec le préposé le revenu journalier ou hebdomadaire, le propriétaire

des appareils exige que son préposé lui fournisse une photocopie de sa carte nationale d'identité. Expliquant les modalités contractuelles qui le lient à son employé, Bidima, 39 ans, argumente :

Moi je ne paye pas mes téléchargeurs. Ça se passe que voilà mes appareils, je paye l'emplacement, je paye le courant, donne-moi 1 500 francs chaque jour, même si tu travailles 4 000 ou 5 000. Moi je veux 1 500 francs de lundi à samedi, et le dimanche c'est pour lui. Pendant les fêtes, c'est 2 000 francs de lundi à samedi, et le dimanche c'est pour lui.

Se voulant plus explicite, il ajoute : « c'est avec ça que je vis, ma femme prépare avec, on fait tout (*sic*) les petites cotisations pour que les enfants partent à l'école. Pour moi, c'est un salaire, 1 500 francs par jour, à la fin du mois, ça fait 45 000 francs CFA par mois. On essaye un peu de jongler avec pour ne pas braquer, pour ne pas voler ». Comme on le voit, cette activité constitue une source économique pour de nombreux jeunes en milieu urbain. En outre, notre interlocuteur éclaire également une autre catégorie de jeunes. Celle-là a fait le choix d'adopter des pratiques de maraudage comme forme d'entrepreneuriat. Par ces actes, elle accrédite, dans le discours des gouvernants, l'idée d'une *délinquance juvénile*. Plus encore, en opposant l'acte de « jongler », c'est-à-dire de se débrouiller, au « vol », ce jeune ne fait pas seulement le procès des « paresseux ». Pour saisir la quintessence de son propos, il faut plus largement le mettre en dialogue avec la gouvernance néopatrimoniale qui érode le management de l'État. Pris ainsi, l'on entrevoit aussi la *délinquance économique* d'une élite sénile qui, à travers des détournements de deniers publics, anesthésie « l'émergence » du pays, en dépit des dispositifs de lutte contre la criminalisation de la fortune publique (Leka, 2017). Dans un contexte social précarisé doublé de la fermeture des possibles, l'on peut en déduire que c'est davantage par désarroi que le jeune Bidima accepte de négocier le quotidien avec ses modestes revenus. Belinga, quant à lui, n'en est pas satisfait et continue à chercher un créneau qui lui permettrait d'intégrer l'administration publique. Si cette obsession s'explique par la sécurité que garantit la *matricule*, il faut ajouter que les tracasseries et les intimidations des agents de la brigade municipale, auxquelles les jeunes qui se débrouillent dans l'espace urbain sont exposés au quotidien, constituent également un ressort explicatif.

6. Gagner son « pain quotidien » au prix de la bravade avec les agents d'*Awara*⁹

En discutant avec les téléchargeurs, l'on constate que la *tolérance administrative*, évoquée plus haut, s'enchâsse dans des relations sociales nourries par des logiques complexes. Du coup, les rapports que les téléchargeurs entretiennent avec les agents de la communauté urbaine apparaissent ambivalents. En fait, depuis les années 2000, cette structure s'investit dans l'aménagement esthétique de la ville. Aidés par les forces de maintien de l'ordre, les agents de la brigade municipale procèdent à la lutte contre l'occupation anarchique des artères urbaines par les jeunes qui y exercent des activités commerciales (Meliki, 2016). Ce processus disciplinaire est diversement interprété par ces jeunes gens. La plupart d'entre eux estiment qu'ils ne font que se « battre » dans un contexte où les initiatives d'insertion professionnelle promues par l'État bénéficient de façon préférentielle aux jeunes évoluant dans des associations ethnocommunautaires. Celles-ci constituent un levier clientéliste pour les élites bureaucratique-politiques dans la réalisation des mobilisations au travers desquelles elles expriment leur loyauté au chef de l'État. Décrivant l'action des agents de la brigade municipale, Robert pointe du doigt l'inertie de la communauté urbaine et synthétise les témoignages de ses collègues : « ils se contentent de venir arracher les appareils des gens, voilà la saleté partout, je ne vois pas la mairie. Mais, on les voit subitement garer, ils cassent les comptoirs, ils prennent nos appareils, ils deviennent propriétaires ». Cette description laisse entrevoir un fait majeur : l'usage de la violence par ces gladiateurs se fait en intelligence avec les forces de maintien de l'ordre, et donne lieu à la saisie du matériel de travail des téléchargeurs (ordinateur, baffle). En cela, ces représentants de l'État actualisent la *gouvernance du bâton* instaurée par les dirigeants en modalité de gestion des populations.

Afin d'échapper à ces tracasseries, les téléchargeurs mobilisent deux modalités d'action. D'une part, ils se livrent à la *fuite* permanente lors des opérations « coups de poing » menées par les contrôleurs de la brigade mobile. Sur ce point, les conversations suggèrent une solidarité entre les jeunes exerçant diverses activités sur les trottoirs urbains. Les explications de Boris aident à comprendre cette pratique qui s'inscrit dans le registre de la ruse :

Awara passe de temps en temps, vous êtes obligés de ramasser les appareils, fuir. On se sert souvent de ces toilettes publiques pour essayer de s'abriter avec notre matériel. Comme tout le monde qui vend en

bordure de route, les vendeurs des habits, eux ils ont la vue de loin. Dès que toi tu les vois fuir, toi tu ne dois pas rester assis. Dès qu'ils arrivent là, vous ramassez seulement, vous partez vous abriter. Dès qu'ils partent peut-être 15 minutes après, vous ressortez. Si tu n'es pas vigilant, on te ramasse les appareils. Pour récupérer tes appareils, c'est 50 000 francs CFA.

Cette pratique se rapproche de la désobéissance à l'endroit des autorités publiques, observée par Janet Roitman (2005). D'autre part, il arrive que les téléchargeurs fassent le choix de négocier avec ces agents publics. Dans ce cas, l'enjeu de la transaction réglée «à l'amiable» est d'éviter que leurs appareils soient confisqués et utilisés à des fins privées par ces contrôleurs. Les explications de Belinga résument les propos de nos enquêtés :

Depuis un certain temps, on ne fuit pas. Quand ils arrivent on sait déjà quoi faire. S'il demande 5 000, si tu as 2 000, tu lui mets ça dans la main. Lui-même vient d'abord te dire donne-moi 10 000 francs, si tu perds le temps, quelqu'un est déjà en train de débrancher ton baffle. Tu es obligé. Je donne ce que je peux puisqu'au moment où ils arrivent, si ils arrivent à 11 heures et que je n'ai que 1 000 francs ou 2 000, que j'ai déjà travaillé, je ne peux pas donner 2 000, je donne 1 500, je reste avec 500 en main. Ce sont des escrocs.

À travers les interactions que ces «serviteurs de l'État» (Darbon, 2001), engagés dans des opérations de mise en ordre de l'espace urbain, entretiennent avec les téléchargeurs, l'on entrevoit de quelle manière ils rejouent les pratiques néopatrimoniales qui travaillent le fonctionnement de la bureaucratie étatique au quotidien (Bierschenk et De Sardan, 2014). Bien que les agents occupent des positions subalternes au sein de l'administration municipale, ils investissent, au-delà de leurs ressources physiques, leur marge d'autorité à des fins d'accumulations économique et matérielle. En revanche, si les téléchargeurs qualifient leurs actes d'arbitraires et les cataloguent comme des «escrocs», les transactions financières auxquelles ils se livrent au cours de leurs échanges avec les agents donnent à voir des *relations de connivence* adossée contre une économie morale de la corruption ; laquelle stabilise leurs rapports dans l'espace public.

Conclusion

À l'heure de la globalisation de l'économie numérique, cet article tentait d'analyser de quelle manière certains jeunes, en situation de précarité matérielle, convertissent leurs compétences technologiques en opportunité économique, en exerçant l'activité de « téléchargeur ». Si cette activité met en lumière leurs capacités entrepreneuriales, elle reste néanmoins coincée dans l'univers de la débrouille. Ces acteurs sociaux figurent ainsi le visage d'une frange importante de la jeunesse camerounaise qui peine à intégrer les strates de l'État, confisquées par une classe gouvernante déconnectée des transformations socioéconomiques et culturelles qui sourdent de la *numérisation du quotidien*. En dépit de la démocratisation des usages sociaux des biens numériques, il apparaît que les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes ressources cognitives et techniques. De ce fait, la détention de la compétence technologique constitue une ressource que certains téléchargeurs activent dans leurs rapports avec la gent féminine afin d'affirmer leur autorité masculine.

Par ailleurs, en ethnographiant le vécu quotidien de ces jeunes en stratégie de survie, cette étude a démontré que le territoire urbain est travaillé par des rapports de force intragénérationnels. À rebours de ces enjeux de pouvoir, l'article a également abordé les interactions entre les téléchargeurs et les agents de la brigade municipale. Il en ressort que l'appropriation de l'espace public par ces acteurs sociaux constitue une forme d'énonciation critique à l'endroit d'une élite néopatrimoniale, dont les projets peinent à résoudre les problèmes d'insertion socioprofessionnelle des jeunes. Si les gouvernants eux-mêmes font de cet usage détourné de l'espace urbain un levier stratégique de gestion de la précarité économique des populations, l'utilisation de la violence par les agents de la brigade municipale chargés de « discipliner » les jeunes qui occupent les rues à travers des activités économiques laisse entrevoir l'éthos autoritaire, instauré en modalité de gouvernance de l'État postcolonial.

Bibliographie

- Akana, Parfait. 2017. « Martialité et mise à mort dans les relations sexuelles au Cameroun », dans Achille Mbembe et Felwine Saar (dir.). *Écrire l'Afrique-Monde*. Paris, Philippe Rey : 263-285.
- Amougou, Gérard. 2017. *Émergence du sujet-entrepreneur au Cameroun. L'engagement entrepreneurial saisi par la réappropriation subjective d'expériences socio-biographiques*. Thèse de doctorat en sciences politiques et sociales, Université de Liège.
- Amougou, Gérard. 2016. « Jeunesse entreprenante et processus d'auto-prise en charge au Cameroun », *Jeunes et Société*, 1, 2 : 79-97.
- Amri, Madhi et Nayara Vacaflo. 2010. « Téléphone mobile et expression identitaire. Réflexions sur l'exposition technologique de soi parmi les jeunes », *Les enjeux de l'information et de la communication* : 1-17.
- Atenga, Thomas. 2010. « Globalisation et production des loisirs au Sud : dynamiques concurrentielles et enjeux locaux au Cameroun », *Loisir et Société/Society and Leisure*, 33, 1 : 47-63.
- Awondo, Patrick et Jean-Marcellin Manga. 2016. « Devenir rappeur engagé : l'émergence controversée du rap dans l'espace public camerounais », *Politique africaine*, 1, 141 : 123-145.
- Barthes, Roland. 1961. « Le message photographique », *Communications*, 1 : 127-138.
- Beaud, Stéphane et Florence Weber. 2003. *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*. Paris, La Découverte.
- Bierschenk, Thomas et Jean-Pierre Olivier De Sardan (dir.). 2014. *States at Work. Dynamics of African Bureaucraties*. Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies, 12, Brill.
- Daloz, Jean-Pascal. 1999. *Le (non-)renouveau des élites en Afrique*. Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN).
- Darbon, Dominique. 2001. « De l'introuvable à l'innommable : fonctionnaires et professionnels de l'action publique dans les Afriques », *Autrepart*, 20 : 27-42.
- De Boeck, Filip et Alcinda Honwana. 2000. « Faire et défaire la société : enfants, jeunes et politique en Afrique », *Politique Africaine*, 80 : 5-11.
- De Sardan, Jean-Pierre Olivier. 1995. « La politique du terrain », *Revue Enquête*. <<http://enquete.revues.org/263>>. Page consultée le 12 juin 2018.
- Diouf, Mamadou et René Collignon. 2001. « Les jeunes du Sud et le temps du monde : identités, conflits et adaptations », *Autrepart*, 2, 18 : 5-15.
- Dubet, François. 1994. *Sociologie de l'expérience*. Paris, Seuil.
- Fanon, Frantz. 1952. *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil.
- Jouet, Josiane. 1993. « Pratiques de communication et figures de la médiation », *Réseaux*, 11, 60 : 99-120.
- Kernen, Antoine et Guive Khan Mohammad. 2014. « La révolution des produits chinois en Afrique : consommation de masse et nouvelle culture matérielle », *Politique africaine*, 134 : 111-132.
- Leka Essomba, Armand. 2017. « Gouverner et punir. Justice, corruption et récit de pouvoir au Cameroun », *Fréquence Sud, Revue camerounaise des Sciences de l'Information et de la Communication, Nouvelle série*, 23 : 157-177.

Licoppe, Christian. 2004. « Mobile et sociabilité interpersonnelle : la présence connectée », dans Daniel Kaplan et Hubert Lafont (dir.). *Mobilités.net. Villes, transports, technologies face aux nouvelles mobilités*. Paris, LGDJ : 157-161.

Manga, Jean-Marcellin. 2012. *Jeunesse africaine et dynamique des modèles de la réussite sociale. L'exemple du Cameroun*. Paris, L'Harmattan.

Manga, Jean-Marcellin et Alexandre Mbassi. 2017. « De la fin des manifestations à la faim de manifester : revendications publiques, rémanence autoritaire et procès de la démocratie au Cameroun », *Politique africaine*, 2, 146 : 73-97.

Mbembé, Achille. 2016. *Politiques de l'inimitié*. Paris, La Découverte.

Meliki, Hugues Morell. 2016. « La jeunesse dans la politique des usages de l'espace public urbain au Cameroun. Entre répression diurne et légitimité nocturne », *Tsantsa*, 21 : 73-85.

Ottou, Merlin. 2016. « Vivre avec le téléphone portable à Yaoundé : Analyse des logiques d'usage des étudiants connectés à la culture numérique à la résidence universitaire de Ngoa-Ekéle ». Mémoire de Master en sociologie, Université de Yaoundé I.

Njike Njikam, Gilles Bertrand, Roland Marc Lontchi Tchoffo et Violet Fotzeu Mwaffo. 2005. *Caractéristiques et déterminants de l'emploi des jeunes au Cameroun*. Cahiers de la stratégie de l'emploi. Document de travail du Département de la stratégie en matière d'emploi.

Roitman, Janet. 2005. *Fiscal disobedience. An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa*. Princeton University Press.

Ulrich, Paul et Otye Elom. 2011. « La privatisation des espaces publics dans la ville de Yaoundé (Cameroun) : le cas des activités commerciales », *Afrique et Développement*, XXXVI, 1 : 1-11.

Venkatrama, Shiram. 2017. *Social Media in South India*. London, UCL Press.

Zambo Belinga, Joseph-Marie. 2003. « Quête de notabilité sociale, rémanence autoritaire et démocratisation au Cameroun », *Cahiers d'Études africaines*, XLIII, 171 : 573-589.

Zoa, Anne-Sidonie. 1999. « Langages et cultures des jeunes dans les villes africaines », dans Jean-François Guillaume et Madeleine Gauthier (dir.). *Définir la jeunesse ? D'un bout à l'autre du monde*. Québec, Presses de l'Université Laval : 235-250.

Notes

¹ Je remercie Jean-Marcellin Manga et Oscarine Mela pour la relecture de ce texte. Mes remerciements vont également à Patrick Awondo pour ses indications bibliographiques, ainsi qu'aux évaluateurs pour leurs suggestions constructives.

² La définition du concept de « jeune » validée dans cette étude est celle qui a été retenue en 2006 par la Charte africaine de la jeunesse et qui prend en compte les personnes âgées entre 25 et 34 ans, tout en considérant les spécificités en matière d'âge de la population camerounaise, tel qu'indiqué par le troisième *Recensement Général de la Population et de l'Habitat*, publié en 2010.

³ L'Avenue Kennedy est le nom d'un lieu du centre urbain qui se caractérise par une circulation intense des voitures et des piétons. Dans ce lieu, la chaussée, les trottoirs et les devantures des immeubles sont occupés par les vendeurs ambulants et ceux qui exposent leurs marchandises sur des nattes

- 4 Dans le lexique des jeunes, cette expression suggère l'idée d'une fille férue des biens numériques.
- 5 Propos recueillis auprès d'une dame dans un taxi au « Carrefour 2 chevaux » le 8 mai 2016 à 19 h 30. Cette dame s'indignait de voir deux jeunes filles porter des tenues vestimentaires exposant de façon ostensible leur corps.
- 6 Nous reprenons le titre de l'ouvrage de Frantz Fanon. 1952. *Peau noire, masques blancs*. Paris, Seuil.
- 7 Dans « Le temps des Investissements-Emploi », Cabinet Civil de la Présidence de la République, p. 8.
- 8 Journal de terrain, le 22 novembre 2017.
- 9 Le terme « Awara » signifie « il arrive » dans la langue de l'ethnie foubé. Pendant la colonisation française, les populations scandaient ce mot pour alerter l'arrivée des agents de l'administration coloniale. Cette expression a gardé la même symbolique, et les jeunes qui exercent dans le secteur informel l'utilisent pour signaler l'arrivée des agents de la brigade municipale.